

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77 547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 17/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DRM

5 rue Cécile Dumez
ZAE de la Croix Mission
77640 Jouarre

Référence : E/25- *1466*
Code AIOT : 0006513122

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection inopinée réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement DRM implanté 5 rue Cécile Dumez, ZAE de la Croix Mission, 77 640 Jouarre. L'inspection a été annoncée le 28/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 28/01/2025 consistait à contrôler le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2022 DRIEAT UD77 015 du 17/02/2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DRM
- 5 rue Cécile Dumez, ZAE de la Croix Mission, 77 640 Jouarre
- Code AIOT : 0006513122
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Démolition et Revente de Métaux (DRM) exploite un centre de récupération et de transit de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques et d'objets en métal (hors VHU) et de récupération de batteries automobile.

L'ensemble des déchets collectés sont, une fois triés, acheminés jusqu'au site principal de Marcilly, sauf les batteries qui sont récupérées par la société ARTOIS METAUX.

La société DRM est autorisée à exploiter ce site par :

- réceptionné de déclaration n°10 DRIEE 061 du 22 décembre 2010 au titre de la rubrique 2713-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté préfectoral d'autorisation n° 12/DCSE/IC/009 du 06 février 2012 au titre de la rubrique 2718-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Situation administrative

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Déchets entrants sur le site	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 9.1.6	Demande d'action corrective	3 mois
8	Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 4.3.8	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.3.3	Levée de mise en demeure
3	Contrôle de la radioactivité des déchets entrants sur le site	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, articles 7.4.2 et 9.1.6	Levée de mise en demeure
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.2	Levée de mise en demeure
9	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet de l'arrêté de mise en demeure du 17 février 2022 pour le non-respect des articles 4.2.2, 7.3.3, 7.4.2, 7.6.1, 7.6.2, 8.2.1 et 9.1.6 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2012.

Les éléments apportés par l'exploitant lors des inspections de 2023 et 2025 ont permis de lever les non-conformités constatées, à l'exception de celles concernant les dispositions des articles 4.2.2 et 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du 06 février 2012.

Par ailleurs, le responsable du site n'est pas en mesure de fournir les documents demandés lors de l'inspection, car ils sont archivés au siège de la société. Le 27 février 2025, la direction de la société DRM a été sollicitée par mail pour la transmission des documents. Ce mail est resté sans retour.

Les différentes zones de stockage sont toutefois mieux organisées que lors de la précédente inspection (2023).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des effluents liquides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...), • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), • les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un plan de masse à l'échelle 1/150, daté du 10 janvier 2011. Ce format ne permet pas une exploitation aisée par les services de l'inspection et les services d'incendie et de secours.</p> <p>L'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 06/02/2012 n'étant pas respecté, l'arrêté de mise en demeure du 17/02/2022 est maintenu pour cette disposition. Un ultime délai d'un mois est proposé afin que l'exploitant régularise sa situation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan mis à jour en version informatique ou dans un format qui permette son exploitation (A2 ou A3 en cas d'impossibilité technique).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
Constats : L'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral du 17/02/2022 de faire procéder à la vérification des installations électriques du site par un organisme agréé. Suite à l'inspection de 2023, l'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique des installations électriques réalisé par la société LANTRAIN VERIF, le 30 novembre 2022. Ce dernier relevait 12 non-conformités. Le contrôle périodique des installations électriques ayant été réalisé, il est proposé à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de prendre acte du respect des dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 06/02/2012 et de lever la mise en demeure sur ce point. Par contre, concernant les 12 non-conformités relevées dans le rapport de contrôle du 30 novembre 2022, l'exploitant n'a pas présenté les justificatifs des travaux réalisés afin de mettre en conformité ses installations. En outre, lors de l'inspection, le responsable du site a indiqué que la société APAVE avait procédé à la vérification périodique des installations électriques le 17 janvier 2025. Le rapport de cette intervention n'a pas été transmis. La précédente vérification des installations électriques datant du 30 novembre 2022, la fréquence annuelle de contrôle n'est pas respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none">- transmettre les justificatifs de la levée des non-conformités relevées par la société LANTRAIN VERIF, dans son rapport du 30 novembre 2022,- transmettre le rapport du contrôle périodique des installations électriques réalisé le 17 janvier 2025 par l'APAVE,- justifier que des mesures sont prises afin de respecter la fréquence annuelle de vérification des installations électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Contrôle de la radioactivité des déchets entrants sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, articles 7.4.2 et 9.1.6
Thème(s) : Autre, Contrôle des déchets entrants sur le site
Prescription contrôlée : <u>Article 7.4.2 : Vérifications périodiques</u> Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. <u>Article 9.1.6 : Déchets entrant sur le site</u> [...] Tous métaux ou déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont écartés, signalés à l'inspection des installations classées et traités dans les conditions prévues à l'article L.542 du Code de l'Environnement. [...]
Constats : Lors de l'inspection, le responsable du site a fourni la fiche de contrôle général du portique de détection de la radioactivité de la société BERTHOLD, du 16 février 2023, justifiant de la remise en service du portique suite à une panne et certifiant que l'installation est conforme et fonctionnelle. Le jour de la visite, le portique était en état de fonctionnement. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de lever la mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.1.6 de l'arrêté préfectoral du 06/02/2012.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 2.1.2
Thème(s) : Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.
Constats : Suite à l'inspection de 2023, l'exploitant devait élaborer et transmettre une procédure en cas de nouvelle panne du portique de détection de la radioactivité. Lors de la visite, le responsable du site n'a pas été en mesure de fournir cette procédure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre une procédure formalisant les actions à mener en cas de nouvelle panne du système de détection de la radioactivité.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...] <ul style="list-style-type: none"> • de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.
Constats : Suite à la précédente inspection réalisée en 2023, l'exploitant devait justifier, via un reportage photographique, la mise en place de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. Lors de la visite, aucun plan n'était affiché sur le site et l'exploitant a indiqué être en cours de réorganisation des stockages de déchets dans le bâtiment. La modification des zones de stockage doit faire l'objet d'un affichage afin de faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours. L'article 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du 06/02/2012 étant partiellement respecté, l'arrêté de mise en demeure du 17/02/2022 est maintenu pour cette disposition. Un ultime délai d'un mois est proposé afin que l'exploitant régularise sa situation en transmettant les plans des locaux requis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier, via un reportage photographique, la mise en place de plans des locaux et de panneaux d'affichage pour les différents types de déchets stockés dans le bâtiment.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Suite à l'inspection réalisée en 2023, l'exploitant devait transmettre le dernier rapport de vérification des extincteurs par la société RAPIDE INTERVENTION SUR FEUX.

Lors de la visite, le responsable du site a présenté le registre indiquant que la société RAPIDE INTERVENTION SUR FEUX avait procédé à une vérification périodique des extincteurs en décembre 2024. Il n'a pas été en mesure de fournir le rapport de cette intervention.

Le contrôle des extincteurs ayant été réalisé, il est donc proposé à Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne de lever la mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.6.2 de l'arrêté préfectoral du 06/02/2012.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le rapport de la dernière vérification périodique des extincteurs réalisée en décembre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Levée de mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Déchets entrants sur le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 9.1.6

Thème(s) : Risques accidentels, Classement ICPE

Prescription contrôlée :

[...] Un affichage des déchets pris en charge par l'installation est visible à l'entrée du site. Les déchets non listés ne sont pas admis sur le site.

Constats :

À l'entrée du site, un panneau d'affichage liste le type de déchets acceptés. Il s'agit uniquement de métaux : acier, aluminium, bronze, cuivre, étain, fer, fonte, inox, laiton, nickel, laiton, nickel, plomb, titane, zinc.

Lors de l'inspection, la présence de nombreux déchets d'équipements électriques et électroniques (réfrigérateurs, machines à laver, etc.) a été constatée dans la zone de stockage extérieure.

Ces déchets sont classables sous la rubrique n°2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le site n'étant pas classé au titre de cette rubrique, il n'est pas autorisé à les accepter.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à l'enlèvement de l'ensemble des déchets d'équipements électriques et électroniques présents sur le site.

Dans le cas où il souhaite poursuivre cette activité, l'exploitant doit transmettre les justificatifs de la quantité de déchets d'équipements électriques et électroniques reçus sur le site et, en cas de dépassement du seuil (100 m³), régulariser la situation administrative de son établissement en effectuant une **déclaration initiale** au titre de la rubrique n° 2711-2), directement en ligne via le site

internet : https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux collectées sur le site, via le réseau de drainage des eaux de ruissellement, sont dirigées vers un bassin de récupération de 180 m³, équipé en amont d'un complexe déshuileur / débourbeur (séparateur d'hydrocarbures), puis traitées avant rejet dans le réseau communal par des dispositifs de décantation et de filtration des substances d'hydrocarbure.</p> <p>La vidange, le curage, le nettoyage et l'entretien du séparateur d'hydrocarbures et du bassin de récupération des eaux de ruissellement devront être réalisés au moins une fois par an.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, le responsable du site a indiqué que le séparateur d'hydrocarbures était en attente de nouveaux filtres et que deux pompes avaient été remplacées.</p> <p>Il n'est pas en mesure de justifier de la vidange, du curage, du nettoyage et de l'entretien annuel de cet équipement et du bassin de récupération des eaux de ruissellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le dernier rapport d'entretien du séparateur d'hydrocarbures et du bassin de récupération des eaux de ruissellement, ainsi que les bordereaux de suivi des déchets pour les boues de curage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/02/2012, article 7.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir, • 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p>

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.

Constats :

Lors de l'inspection, des bidons d'huiles hydrauliques n'étaient pas stockés sur rétention.

Le responsable du site a transmis par mail dans la journée des photographies de ces bidons placés sur rétention.

Type de suites proposées : Sans suite